Éloignement et médiation

Protection des victimes d'infractions pénales (décision-cadre 2001/220/
JAI)

Marie-Laure Basilien-Gainche

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9421>

DOI : 10.4000/revdh.9421

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Marie-Laure Basilien-Gainche , « Éloignement et médiation », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne],
Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 21 septembre 2011, consulté le 30 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9421> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.9421>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mai 2020.

Tous droits réservés

Éloignement et médiation

Protection des victimes d'infractions pénales (décision-cadre 2001/220/JAI)

Marie-Laure Basilien-Gainche

- ¹ C'est un point de la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil du 15 mars 2001 *relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales* qui se trouve éclairé dans les deux arrêts qui ont été rendus le 15 septembre dernier : la quatrième chambre de la Cour vient en effet préciser quelles sont les implications de la protection des victimes d'infractions pénales que ce texte cherche à harmoniser. Cela prolonge des décisions dans lesquelles la Cour de Justice de l'Union européenne avait considéré que les personnes morales ne pouvaient être regardées comme des victimes dans le sens donné à la notion par la décision-cadre (CJCE, 3^e chambre, 28 juin 2007, *Giovanni Dell'Orto*, C-467/05 ; CJCE, 2^e chambre, 21 octobre 2010, *Emil Eredics & Mária Vassné Sápi*, C-205/09) et avait reconnu la possibilité pour les juridictions nationales d'autoriser des enfants en bas âge, alléguant avoir été victimes de mauvais traitements, à faire leur déposition dans des conditions leur garantissant une protection appropriée (CJCE, GC, 16 juin 2005, *Maria Pupino*, C-105/03) ou encore que les juridictions nationales, si elles ne sont pas tenues d'autoriser une victime à être entendue comme témoin, doivent lui permettre de faire une déposition qui puisse être prise en compte comme élément de preuve (CJCE, 3^e chambre, 9 octobre 2008, *György Katz / István Roland Sós*, affaire C-404/07).
- ² Dans les deux affaires jointes en question, des prévenus (Magatte Gueye & Valentín Salmerón Sánchez) ont été condamnés pour mauvais traitements infligés dans la sphère familiale. A titre accessoire, une peine d'interdiction de s'approcher de leur conjointe a notamment été prononcée à leur encontre. Or, peu après le prononcé des mesures d'éloignement, les deux condamnés reprennent la vie commune avec leurs conjointes qui ont été victimes de leurs coups et blessures. Condamnés pour avoir violé celles-ci, les intéressés interjettent alors appel en faisant valoir que la cohabitation parce que librement consentie par leur conjointe respective ne saurait être regardée comme constitutive du délit de non-respect d'une peine accessoire d'éloignement. C'est à cette occasion que les juridictions de renvoi ont saisi la Cour de la compatibilité avec la décision-cadre du caractère obligatoire donné par la législation espagnole aux

mesures d'éloignement en cas de délits de violence familiale quand bien même les victimes expriment le désir de reprendre la cohabitation avec leur conjoint.

- 3 Dans la mesure où la demande de questions préjudicielles concerne l'interprétation d'une norme relevant du troisième pilier qui est estimée nécessaire au règlement de litiges nés sous l'empire du traité d'Amsterdam, la Cour étudie d'abord sa compétence. Reprenant sa jurisprudence inaugurée dans son arrêt *Maria Pupino* (CJCE, GC, 16 juin 2005, *préc.*), elle rappelle que l'Espagne a reconnu la compétence de la Cour pour statuer à titre préjudiciel à la demande de toute juridiction de cet État membre dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, et ce en application de l'article 35 §3 sous a) du traité UE. L'occasion nous est offerte ici de souligner que le traité de Lisbonne est venu changer la donne. En effet, la Cour dispose désormais d'une compétence préjudicielle générale dans le domaine de l'espace de liberté, de sécurité et de justice en raison de la disparition des piliers et de la suppression des articles 35 UE et 68 CE. Pour ce qui est de la coopération policière et judiciaire en matière pénale qui nous intéresse ici, la compétence de la CJUE pour statuer à titre préjudiciel devient obligatoire : elle n'est plus subordonnée à une déclaration de chaque État membre la reconnaissant et indiquant les juridictions nationales pouvant la saisir ; elle relève du droit commun, toutes les juridictions nationales pouvant adresser une demande de questions préjudicielles au juge de Luxembourg.
- 4 Une fois traitée la question de la recevabilité des questions préjudicielles soulevée par l'Espagne, et soulignée la possibilité pour elle de ne pas s'en tenir à l'interprétation des articles 2 et 8 de la décision-cadre (point 47), la quatrième chambre en vient à traiter les cinq interrogations qui lui sont soumises, en donnant les précisions attendues. Celles-ci concernent les mesures d'éloignement et les dispositifs de médiation.
- 5 Afin de répondre au problème soulevé par le caractère obligatoire des mesures d'éloignement en cas de violence familiale, la Cour se prononce sur le droit procédural des victimes à être entendues, dans le prolongement de sa jurisprudence (CJCE, 3^e chambre, 9 octobre 2008, *György Katz / István Roland Sós*, affaire C-404/07). Elle insiste sur le fait que l'article 3 de la décision-cadre 2001/220/JAI « *laisse aux autorités nationales un large pouvoir d'appréciation quant aux modalités concrètes de mise en œuvre* » d'un tel droit (point 57). En particulier, cela emporte que les victimes ne disposent d'« aucun droit quant au choix des types de peines qu'encourent les auteurs des faits en vertu des règles du droit pénal national ni quant au niveau de ces peines » (point 60).
- 6 En se rapportant à l'esprit du texte qui conçoit le pouvoir répressif des États comme cherchant à « *protéger non seulement les intérêts de la victime tels qu'elle les perçoit, mais également d'autres intérêts plus généraux de la société* » (point 61), la Cour estime que « *la décision-cadre ne s'oppose pas à ce que le législateur national prévoie, notamment lorsque d'autres intérêts que ceux propres à la victime doivent être pris en considération, des peines obligatoires d'une durée minimale* » (point 62). En se référant à l'objectif de la décision-cadre de promouvoir un niveau approprié de protection des victimes (point 63), la Cour considère que « *l'article 8 de la décision-cadre ne saurait dès lors être interprété en ce sens qu'il limite le choix par les États membres des sanctions pénales qu'ils établissent dans leur ordre juridique interne* » (point 68).
- 7 Pourtant, comme la Cour le met en évidence aux points 50 à 54 de l'arrêt, la décision-cadre 2001/220/JAI cherche à harmoniser les mesures de protection des victimes, et

non les types et niveaux de peines prévues par les législations nationales. La remarque vaut évidemment pour les caractères accordés aux dites peines : le texte de l'Union ne s'intéresse pas à leur portée obligatoire ou facultative. La Cour en conclut donc que « *l'obligation, en tant que telle, de prononcer une mesure d'éloignement conformément au droit matériel en cause au principal ne relève pas du champ d'application de la décision-cadre et, par suite, elle ne saurait, en tout état de cause, être appréciée à la lumière des dispositions de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne* » (point 69).

- 8 L'autre question traitée par la Cour est celle de savoir s'il est compatible avec la décision-cadre d'exclure le recours à la médiation dans les procédures pénales relatives à des infractions commises dans le cadre familial. Dans la lignée de la décision *Emil Eredics & Mária Vassné Sápi*, (CJCE, 2^e chambre, 21 octobre 2010, C-205/09), la quatrième chambre rappelle alors que l'article 10 § 1 du texte demande seulement aux États membres de « *veiller à promouvoir la médiation pour les infractions qu'ils juge[nt] appropriées* », et estime que « *le choix des infractions pour lesquelles la médiation est ouverte relève de l'appréciation des États* » (point 72) et l'article 10, paragraphe 1 permet aux États membres d'exclure le recours à la médiation pour toutes les infractions commises dans le cadre familial (point 73).
- 9 Cet arrêt ne peut que faire écho à la décision n°2011-163 QPC rendue le lendemain par le Conseil constitutionnel, soit le 16 septembre, qui a demandé au législateur de définir avec précision la notion de « *membre de la famille* » afin que puissent être qualifiés d'incestueux les viols et agressions sexuelles (ADL du 19 septembre 2011).

*

- 10 CJUE, Quatrième Chambre, 15 septembre 2011, *Magatte Gueye & Valentín Salmerón Sánchez*, affaires jointes C-483/09 & C-1/10.